

UDC INTERNATIONAL

Case postale 8252, CH-3001 Berne

Tél. +41 31 300 58 58

Fax +41 31 300 58 59

Courriel: info@udc-international.ch

Internet: <http://www.udc-international.ch>



Newsletter UDC International

Edition juillet 2014

Propriété immobilière en Suisse – quel avenir?

37,2% des ménages suisses vivaient en 2012 dans leurs propres murs. Bien que son taux de propriété foncière ait progressé de 8,7% depuis 1970, la Suisse est toujours la lanterne rouge dans cette statistique au niveau européen. A l'étranger, l'accession à la propriété du logement contribue, d'une part, à constituer une fortune personnelle, d'autre part, à conforter la prévoyance vieillesse. Posséder son logement, c'est accéder à une certaine liberté financière. Nombre de Suisses de l'étranger en ont fait l'expérience. A long terme, des placements comme les immeubles et les actions protègent contre l'inflation et sauvegardent ainsi le futur pouvoir d'achat. Ce n'est pas le cas des versements de rentes par les caisses de pension sans protection contre l'inflation.

Sous le prétexte de prévenir l'éclatement d'une bulle immobilière, la Banque nationale et la FINMA entendent durcir les conditions d'octroi d'une hypothèque. Ces mesures pénalisent avant tout la classe moyenne suisse. Quelques mois déjà après leur entrée en vigueur, le conseiller fédéral Alain Berset (PS) annonce qu'il limiter le recours aux capitaux du Deuxième pilier pour financer l'achat d'un logement individuel. Il justifie cette intervention par l'augmentation des prestations complémentaires qui doivent être versées à des retraités tombés dans des difficultés financières parce qu'ils ont entamé leur capital-vieillesse. Or, il n'existe pas d'étude ni de faits dûment établis qui confirment le lien entre le prélèvement anticipé de capitaux du Deuxième pilier et les prestations complémentaires. La hausse des dépenses au titre des prestations complémentaires s'explique bien plus par la modification intervenue en 2008 du finance-

ment des soins qui impose des charges supplémentaires aux rentiers. La hausse des taux d'intérêts augmente automatiquement les loyers et l'inflation réduit le pouvoir d'achat à charge des budgets des rentiers. Le propriétaire de son appartement ou de sa maison, en revanche, peut stabiliser ses frais de logement grâce à une hypothèque à taux fixe. Il peut louer son logement à des tiers ou le vendre pour financer une partie de sa retraite. Cette souplesse permet aux personnes, qui ont durement travaillé toute leur vie et fait des économies, de décider elles-mêmes de l'utilisation de leur capital vieillesse et de concevoir leur retraite selon leurs besoins. Les propriétaires fortunés de leur logement ne touchent de toute manière pas de prestations complémentaires!

Les caisses de pension peuvent fixer le montant des prélèvements de capitaux. La loi les contraint uniquement à proposer en liquide au moins un quart des fonds obligatoires lors du départ à la retraite. Il faut donc s'opposer à ces réglementations inutiles et interventions de l'Etat dans la planification de la vie des gens.

Le 92^e Congrès des Suisses de l'étranger aura lieu du 15 au 17 août 2014 à Baden (AG). Comme chaque année, l'UDC International sera présente avec un stand.

L'assemblée générale annuelle de l'UDC International se tiendra le 15 août 2014 également à Baden. Vous trouverez une invitation officielle en annexe. Je me réjouis de vous saluer nombreux au mois d'août à Baden.

A bientôt à Baden! Bien à vous

Inge Schütz

Présidente UDC International

L'UDC est une épine dans le pied des élites UE

Fort de plus de 200 pages, le traité constitutionnel de l'UE a été signé il y a dix ans par les chefs de gouvernement de l'UE. Les politiciens se sont bruyamment enthousiasmés pour cette œuvre "monumentale". La ratification dans les pays membres semblait être une pure formalité, car elle n'était pas l'affaire du peuple dans la majorité des pays – nonobstant le fait qu'il s'agissait de "la plus grande réforme européenne de tous les temps".

Seuls des nationalistes, des extrémistes de droite, des populistes et des fous peuvent s'opposer à ce traité, disait-on à Bruxelles et dans les capitales européennes. Les fonctionnaires et les élus politiques le croyaient-ils réellement et le croient-ils encore? Après avoir rencontré plusieurs représentants de l'UE, je n'ai toujours pas de certitude à ce propos.

Elites UE contre citoyens

Cet ambitieux traité n'a jamais obtenu force de loi. Pourquoi? Les peuples de France et des Pays-Bas l'ont rejeté. Ce furent de lourds échecs pour l'UE, et notamment pour son commissaire en chef José Manuel Barroso. Ce dernier était, notons-le en passant, autrefois secrétaire général du parti maoïste du Portugal. Aujourd'hui, il se dit conservateur. Pour dégotter des postes juteux dans l'UE, les girouettes politiques européennes vendraient leur grand'mère.

La nouvelle constitution ayant échoué, les Etats de l'UE ont conclu le traité de Lisbonne qui était quasiment une copie du texte refusé. Cette fois-ci, seuls les Irlandais avaient le droit d'aller aux urnes pour donner leur avis. Ils ont dit clairement non. Puis, l'UE centraliste a multiplié les menaces et fait voter une deuxième fois ce peuple récalcitrant. Apeurés, les Irlandais ont fini par dire oui. Le contrat est entré en vigueur fin 2009.

Barroso contre la démocratie

Nonobstant les slaloms politiques, les scandales et autres tricheries, le non-élu du peuple, Barroso, a réussi à se cramponner à son siège. A chaque fois que des voix s'élevaient contre lui à quelque part

dans l'UE, il avait deux explications toutes prêtes: de la mauvaise volonté ou des troubles psychiatriques (des fous). Lui-même ne s'est jamais remis en question.

La facture de ces agissements est venue avec les huitièmes élections européennes au mois de mai dernier. Les adversaires les plus acharnés de l'UE ont obtenu des triomphes incroyables – par exemple, Marine Le Pen en France. De nombreux citoyens européens ont donné leur voix à ces mouvements politiques dont ils ne partagent que l'attitude critique à l'égard de l'Europe.

Conclusion: ce ne sont pas les populistes qui posent problème; ce sont les élites européennes.

Elites UE contre l'UDC

L'observation de ces pseudo-démocrates nous conduit au cas particulier suisse. Qui en Suisse s'engage pour la neutralité et l'indépendance du pays? Vous le savez bien: la bourgeoise UDC, un parti raisonnable et solidement ancré. Et cette UDC est une épine dans le pied des élites UE. Car elle défend la démocratie directe, principal moyen d'empêcher les élus politiques et fonctionnaires suisses de faire autant de dégâts que leurs homologues de la centrale UE et des Etats membres. Rien d'étonnant donc à ce que l'UDC ne fasse guère plaisir aux grands ou prétendus tels de l'UE.

Roland Rino Büchel, conseiller national (SG)

Vice-président Commission politique extérieure
Membre du comité UDC International

La Suisse n'est pas l'UE

Réplique à l'article de Carlos Prieto intitulé "Fondation d'entreprises par des étrangers en Espagne"

Dans l'édition de mai 2014 du magazine "Caminos", qui paraît en allemand et en anglais), Carlos Prieto, avocat à Tarragone, commente avec passablement de mépris la décision démocratique des citoyennes et citoyens suisses. Je cite: "La nouvelle relevant que la Suisse avait organisé une votation populaire au cours de

laquelle il a été décidé d'introduire prochainement une réforme légale limitant l'immigration et la libre circulation des citoyens UE, a fait beaucoup de bruit."

Alors que les élus politiques UE multipliaient les critiques contre la Suisse, la grande majorité du public européen approuvait la décision des Confédérés.

Pour commencer, rappelons que la Suisse fonctionne autrement que les Etats UE dont les citoyens sont avant tout des sujets. Monsieur Carlos Prieto n'a tout simplement aucune idée de la démocratie directe pratiquée en Suisse. Preuves en sont ses élucubrations concernant la votation du 9 février 2014 sur l'initiative "contre l'immigration de masse" et, plus particulièrement, sa comparaison déplacée de la Suisse démocratique avec la Russie: "Les citoyens russes sont soumis à une procédure spéciale lorsqu'ils souhaitent exercer une activité lucrative en Espagne. Cela risque aussi d'arriver prochainement aux citoyens et investisseurs suisses."

La simple politesse aurait exigé que l'on s'informe des traditions et habitudes d'un pays dont on ignore tout avant de le couvrir de critiques déplacées. La Suisse est le seul pays au monde à être gouverné de bas en haut, parce que la Suisse est une démocratie basée sur l'initiative, le référendum et la concordance.

L'UE, elle, ne comprend rien au fonctionnement de la Suisse. Et elle n'est pas seule: bien que la Suisse soit sise au cœur de l'Europe et qu'elle pratique trois parmi les principales langues du continent, elle reste un mystère pour beaucoup. Les prétendus élites UE ne comprennent pas comment peut fonctionner un système qui donne autant de droits de participation aux citoyens. En effet, les Suissesses et les Suisses vont plus souvent aux urnes en une année que la majorité des citoyens UE toute leur vie.

L'unique objectif de la votation populaire incriminée ici était de redonner à la Suisse les moyens de contrôler à nouveau indépendamment l'immigration sur son territoire. Non membre du marché intérieur UE, la Suisse estime que l'immigration incontrôlée en provenance de l'UE est définitivement terminée après l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse. Comment accepter que dans cer-

taines communes et écoles suisses la proportion d'étrangers dépasse 60%?

Le Conseil fédéral a maintenant le mandat de présenter rapidement un projet d'application de l'initiative, donc d'expliquer comment il entend gérer l'immigration par des contingents et des plafonds. Il peut à cet effet se fonder sur des réglementations qui ont fait la preuve de leur efficacité entre 1970 et 2002. La libre circulation des personnes sera terminée dans trois ans au plus tard, c'est-à-dire à la fin du délai transitoire imposé par l'initiative contre l'immigration de masse. Ensuite, la Suisse pourra à nouveau gérer indépendamment l'immigration sur son territoire en tenant compte des intérêts du pays et de ses habitants.

Rien ne change à moyen terme pour les 23 500 Suisses qui ont choisi de vivre en Espagne et les quelque 70 000 Espagnols qui ont émigré en Suisse. Rappelons à ce sujet que durant la seule année 2013, plus de 8000 citoyennes et citoyens espagnols ont pris la route de la Suisse à la recherche d'un avenir meilleur. Contrairement aux erreurs propagées par Monsieur Prieto, toute personne peut, indépendamment de sa nationalité, posséder ou fonder une entreprise en Suisse ou encore participer financièrement à une société sise en Suisse. Les conditions légales changent en fonction des formes des sociétés. Par exemple, la ou le propriétaire d'une société à raison individuelle doit être annoncé et domicilié en Suisse.

Actuellement, des millions de francs suisses sont investis en Espagne pour soutenir le redémarrage économique et l'emploi dans ce pays secoué par une sévère crise. A Girona, par exemple, le groupe alimentaire helvétique Nestlé investit 55 millions de francs dans les deux ans à venir. La société énergétique suisse EBL investit 180 millions de francs dans une usine thermique solaire et construit dans le sud de l'Espagne une importante centrale thermique pour un investissement global de 225 millions de francs. D'innombrables industriels suisses investissent dans des usines et des immeubles.

Viktor Nell, L'Ampolla (E)
Président UDC Espagne

Rapprochement à l'UE

Il serait souhaitable à mes yeux que dans la suite des négociations avec l'UE les diplomates suisses reviennent sur le sol de la réalité.

Ou Didier Burkhalter et les eurocrates de son administration croient-ils vraiment qu'une majorité du peuple suisse puisse renoncer à 723 ans d'indépendance, de liberté et de souveraineté populaire pour un "plat aux lentilles" dont profite de surcroît uniquement un petit cercle de gros capitalistes souvent dominés par des groupes étrangers? Ce serait brader des valeurs essentielles au bénéfice de quelques égoïstes économiques alors que le peuple reste bec dans l'eau. Si elle était raisonnable, l'élite économique de ce pays aurait compris depuis longtemps que l'UE n'a aucune chance devant le peuple – ce qui signifie aussi que tout nouveau rapprochement économique devrait être renégocié. Les chances d'un aboutissement de telles discussions ne semblent d'ailleurs pas si mauvaises à la lecture de l'article "Eldorado pour l'UE" de Pascal Gentinetta, ancien directeur d'economiesuisse, dans l'hebdomadaire "Weltwoche". Sommes-nous trop timide pour jouer les atouts que nous avons en main?

On ne cesse de nous ressasser que, par exemple, des provinces allemandes comme le Bade-Wurtemberg ou la Bavière sont deux fois plus importantes pour nos exportateurs que la Chine, le Brésil et la Russie réunis. Mais voyons l'autre face de cette thématique. Je cite Pascal Gentinetta: "Cela paraît étonnant, mais la réalité est que la petite Suisse est aujourd'hui plus importante en termes de taille, de croissance et de profitabilité pour l'industrie d'exportation UE que la Chine, le Brésil et la Russie réunis. Les derniers chiffres de l'UE annoncent même un développement spectaculaire et constituent une petite sensation pour la Suisse. Les exportations vers la Suisse se sont accrues entre 2012 et 2013 de presque 30% (40 milliards d'euros) pour atteindre 170 milliards d'euros. Cette 'contribution suisse' explique à elle seule les trois quarts de la croissance de exportations de l'UE qui ont passé de 1683 à 1733 milliards d'euros. La Suisse a ainsi dépassé la Chine et représente, derrière les Etats-

Unis d'Amérique, le deuxième marché d'exportation de l'UE. De plus, l'UE réalise par rapport à la Suisse un solde positif de 75 milliards d'euros. En chiffres nets, le commerce avec la Suisse était presque aussi lucratif pour l'UE que celui avec les Etats-Unis." D'où cette conclusion de l'ancien directeur d'economiesuisse: "Ces réalités sont malheureusement toujours ignorées dans la tour d'ivoire de l'administration bruxelloise. Ces milieux réussissent encore à faire passer la Suisse pour une profiteuse et à dissimuler ainsi les véritables enjeux économiques. La statistique de l'UE confirme pourtant que ces critiques sont totalement infondées."

La voix du peuple se fait de plus en plus forte: devons-nous vraiment nous faire petits et nous évanouir à la moindre pression de Bruxelles? Ce ne fut jamais la devise des "anciens Confédérés". Et les Confédérés d'aujourd'hui, les femmes et les hommes, devraient avoir le courage de sortir de leur maison pour remettre les choses en ordre (pour citer l'écrivain Gottfried Keller). Pour conclure, je citerai une remarque pertinente d'un ancien député au Grand Conseil zurichois: "Autrefois, on disait craindre quelque chose comme le diable craint l'eau bénite; aujourd'hui, il faut dire craindre quelque chose comme l'UE craint la démocratie."

Robert Nieth, Walchwil
Membre de l'UDC Espagne



suivez nous sur Facebook:

<http://www.facebook.com/pages/SV-P-International/143892652327095>

Appel en vue des élections 2015:

Les prochaines élections au Conseil national auront lieu le 18 octobre 2015.

L'UDC International sera à nouveau présente avec ses propres candidats et listes dans plusieurs cantons pour défendre les intérêts des Suisses de l'étranger dans la campagne électorale et pour soutenir les partis UDC cantonaux.

Les cantons, dans lesquels nous serons présents, n'ont pas encore été tous précisés. Ils seront définis dans le courant de cet automne et dépendront des intérêts des partis cantonaux et des candidats des Suisses de l'étranger.

Si vous êtes intéressé à une candidature sur une liste UDC International ou si vous avez des questions sur les élections, nous vous invitons à vous annoncer aussi rapidement que possible à l'adresse courriel info@udc-international.ch.

Nous espérons que nous serons présents en 2015 également avec un grand nombre de candidats pour faire la preuve de la force l'UDC International.

*

Les Suissesses et Suisses de l'étranger qui ne sont pas encore inscrits dans le registre électoral d'une commune suisse sont invités à combler rapidement cette lacune. Il faut en effet que vous tous, vous puissiez participer aux élections fédérales et dire votre mot sur l'avenir de la Suisse.

Vous trouvez à l'adresse internet ci-dessous toutes les informations concernant l'exercice de vos droits politiques depuis l'étranger:

<http://aso.ch/fr/conseils/vivre-a-letranger/droits-politiques>

Voici l'adresse pour obtenir directement une formule d'inscription:

http://www.eda.admin.ch/etc/medialib/downloads/edazen/doc/publi/publi2.Par.0019.File.tmp/Formular%20Meldung%20Stimmberechtigte%2001_2009.pdf

Echéances 2014:

L'assemblée générale annuelle de l'UDC International de 2014 aura lieu comme d'habitude dans le cadre du Congrès des Suisses de l'étranger (vous devriez avoir reçu l'invitation en annexe):

vendredi, 15 août 2014 à 20.00 heures au Grand Casino de Baden (AG)

*

Le **Congrès des Suisses de l'étranger 2014** se déroulera du **vendredi, 15 août au dimanche, 17 août 2014 à Baden (AG)**.

Comme chaque année, l'UDC International sera présente avec un stand au congrès. Faites-nous donc une visite!

Vous trouverez bientôt des informations détaillées et une formule d'inscription à l'adresse suivante:

<http://aso.ch/fr/offres/congres-des-suisses-de-letranger/congres-2014>

*

Les **assemblées des délégués de l'UDC Suisse** ont lieu aux dates suivantes:

samedi, 23 août 2014 à Unterägeri (ZG) avec un stand de l'UDC International

samedi, 25 octobre 2014 à Rothenturm (SZ)

En tant que membre de l'UDC International, vous êtes toujours invité à participer à une assemblée des délégués comme hôte ou comme délégué si une carte de délégué est libre. **Annoncez-vous sur info@udc-international.ch si vous souhaitez participer à une AD.**